

A afficher sur un lieu très visible aux abords du chantier

Exigé par l'article 37 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ainsi que par l'article 9.7 du règlement communal sur les bâtisses en date du 10 juillet 1998 et approuvé par Monsieur le Ministre de l'Intérieur le 12 mai 2000 No. 13 C, et conformément à l'article 5 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et des communes, attestant que l'exécution de la construction/du projet défini ci-après a fait l'objet d'une autorisation du bourgmestre.

Genre de la construction :	Autorisation pour le placement d'un échafaudage sur le domaine public
Situation de construction :	20 rue Charles Jacquinot L-3241 Bettembourg
Nom et domicile du demandeur:	Monsieur Julien EKORET 20 rue Charles Jacquinot L-3241 Bettembourg
Autorisation de construire délivrée par Monsieur le bourgmestre sous le numéro 2017 291 (Règlement communal du 10 juillet 1998 et approuvé par Monsieur le Ministre de l'Intérieur le 12 mai 2000 No. 13 C tel qu'il a été modifié)	
Lotissement / Plan d'aménagement particulier / Extension de la zone d'habitation autorisé par délibération du conseil communal en date du _____ approuvée par Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région le _____ sous le No _____ (Loi du 19 juillet 2004 telle qu'elle a été modifiée)	
Permission de voirie délivrée par Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures le _____ sous le No _____ (Loi du 21 décembre 2009 sur les permissions de voirie)	
Autorisation du Ministre du Développement durable et des Infrastructures ayant dans ses attributions l'Administration de la Nature et des Forêts délivrée le _____ sous le No _____ (Loi du 19 janvier 2004 telle qu'elle a été modifiée)	
Autorisations des Ministres du Développement durable et des Infrastructures / du Travail et de l'Emploi / du collège des bourgmestre et échevins délivrée(s) le _____ sous le No _____ et le _____ sous le No _____ (établissements classés.) (Loi du 10 juin 1999 telle qu'elle a été modifiée)	

Le public peut prendre inspection des plans afférents à la maison communale pour autant qu'ils portent sur l'implantation de la construction, ses parties extérieures et l'affectation de l'immeuble.

Toute personne qui estime que les décisions administratives à prendre au sujet de cette demande sont susceptibles d'affecter ses droits et intérêts pourra faire connaître ceci par écrit au bourgmestre. Elle aura par la suite la possibilité de consulter le dossier et de présenter ses observations éventuelles.

Bettembourg, le **02 NOV. 2017**

Laurent ZEIMET
Bourgmestre

